

**Liberté**

**LIBERTÉ**  
ART & POLITIQUE

# Tomber dans le panneau

Pierre Lefebvre

Number 301, Fall 2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/69915ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Lefebvre, P. (2013). Tomber dans le panneau. *Liberté*, (301), 5–5.

Tous droits réservés © Collectif Liberté, 2013

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**érudit**

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

# TOMBER DANS LE PANNEAU

PIERRE LEFEBVRE

**A**U MOMENT où j'écris ce que vous lisez, Michael Applebaum a été arrêté il y a une dizaine de jours et le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport vient de renoncer à son projet de changer le nom du programme collégial d'Arts et lettres. Le prétexte, d'ailleurs, en est assez amusant. Le ministre Pierre Duschene, en effet, cité par *Le Devoir*, a affirmé : « Dans l'analyse ministérielle que j'ai reçue, on n'a pas identifié la controverse liée aux deux mots arts et lettres [...] J'ai réalisé cependant rapidement qu'il y avait controverse et que c'était un symbole important pour des gens du monde littéraire. » Misère... En plus de ça, il pleut. Le temps maussade doit jouer, j'imagine, sur les ruminations m'amenant à conclure que la volte-face ministérielle et l'arrestation du bon maire sont liées.

Le rôle d'une institution est, en effet, de défendre un idéal qui la dépasse. Or, la commission Charbonneau illustre admirablement l'incapacité de nos institutions à concevoir le moindre idéal, ainsi que leur lamentable inaptitude à proposer un cadre, c'est-à-dire en fin de compte une éthique, à ceux et celles qui y œuvrent. On n'a qu'à écouter les témoins balbutier, ne pas comprendre, hésiter, tâtonner, vasouiller dès qu'est abordée la question de l'éthique pour saisir qu'aucune référence commune à ce propos ne leur est accessible. L'on peut bien sûr suggérer, comme on ne cesse de le faire, que tous ceux qui défilent devant la juge sont de proverbiales *pommes pourrites*, mais peut-être peut-on avancer du même souffle que c'est l'air respiré dans le cadre de leur fonction qui accélère, plutôt que de l'endiguer, leur mortifère putréfaction.

Le printemps étudiant et le Sommet sur l'enseignement supérieur nous ont bien prouvé que le ministère de l'Éducation souffrait du même mal. Le projet de remplacer *Arts et lettres* par *Culture et communication* n'en est qu'un autre symptôme. Ce choix a été justifié, entre autres choses, par le fait que *lettres*, quand même, ça fait vieillot. Ça effraie les jeunes, puis sans doute leurs parents qui se demandent comment leurs doux bambins gagneront leur vie avec un diplôme dans une discipline démodée. Je ne vois pas de plus belle illustration de l'incompréhension du ministère face à son rôle de pont entre le passé et l'avenir, si ce n'est entre les morts et ceux à naître, c'est-à-dire de transmettre une

tradition, fondée sur des savoirs, des pratiques, ce qui n'a rien à voir – c'est achaland d'avoir à le répéter – avec le bête exercice de perpétuer une soumission sourde et aveugle à des vieilleries dépassées. Il s'agit au contraire de faire saisir qu'aujourd'hui n'est pas né de la dernière pluie, que chaque époque a déployé des forces vives qui se sont mobilisées afin de faire la différence entre les vessies et les lanternes, et que s'appuyer sur l'expérience de ceux qui sont venus avant nous n'est peut-être pas une mauvaise idée pour aborder le brouillard contemporain et se prémunir de la bêtise dont chaque époque est accablée.

Le plus triste dans ce revirement, c'est qu'il ne s'agit pas tout à fait d'une victoire. Pour le ministère, revirement ou pas, « arts » et « lettres » sont toujours des breloques dépassées; mais bon, dans la mesure où elles peuvent servir de hochet à des gens du monde littéraire, on peut bien leur passer ce caprice-là afin d'éviter une énième controverse. Ça permet par-dessus le marché de clamer que le bon gouvernement est à l'écoute. De qui, par contre, on est en droit de se le demander.

Comme nous ne cessons de le défendre dans les pages de la revue, l'art et le politique sont liés. D'une part, parce que dans les deux cas il faut être nombreux pour les voir émerger, et, d'autre part, parce que l'un et l'autre sont en quelque sorte les deux faces de ce qui nous tient ensemble. Si le politique le fait par l'ordre et la raison, l'art de son côté procède par la déraison et le désordre. Et comme pour la lumière et l'ombre, la naissance et le décès, la nourriture et les excréments, scraper l'un équivaut à éliminer l'autre.

À partir du moment où l'on ne sait plus concevoir l'œuvre d'art que comme un objet culturel, où les lettres et la communication nous semblent être une seule et même chose, c'est-à-dire au moment où l'on refuse qu'il puisse exister ce mystère qu'est la parole humaine pour lui préférer la limpidité simpliste et terre-à-terre du « message », qui ne sait ni évoquer, ni signifier, ni représenter quoi que ce soit parce qu'il se limite, à la manière d'un panneau de signalisation, à indiquer, il ne faut pas s'étonner que des hommes et des femmes politiques ne comprennent plus, ne conçoivent plus qu'ils représentent ce qui, individuellement, les dépasse. **L**